

Oliver Cann, Directeur des relations avec les médias, Tél. : +41 79 799 3405 ; E-mail : Oliver.Cann@weforum.org

Retour vers le futur : quand le niveau de salaire des femmes finit par rattraper celui des hommes... de 2006

- Malgré l'arrivée d'un quart de milliard de femmes supplémentaires sur le marché mondial du travail depuis 2006, les inégalités de salaire perdurent, les femmes ne gagnant aujourd'hui que l'équivalent du salaire des hommes d'il y a dix ans, selon le *Rapport mondial 2015 sur l'écart entre les genres* du Forum économique mondial.
- L'écart entre les genres à l'échelle du globe dans les domaines de la santé, de l'éducation, des opportunités économiques et de l'émancipation politique ne s'est resserré que de 4 % au cours des 10 dernières années, un recul qui atteint tout juste 3 % pour le fossé économique, lequel, à ce rythme, mettrait 118 ans pour se combler totalement.
- L'éducation des femmes est-elle défaillante ? Depuis 2006, le fossé s'est élargi dans 22 % des pays sous étude. Alors que l'université accueille davantage de femmes que d'hommes dans 97 pays, les femmes représentent la majorité de la main-d'œuvre qualifiée dans 68 pays seulement et la majorité des cadres dirigeants dans seulement quatre pays de la planète.
- Les pays nordiques sont toujours les bons élèves de l'Indice mondial de l'écart entre les genres. Au 5^e rang, l'Irlande est le pays le mieux classé en dehors de la Scandinavie. Le Rwanda (6), les Philippines (7) et la Nouvelle-Zélande (10) sont les seuls pays non-européens à prendre place dans le Top 10, tandis qu'au 28^e rang, les États-Unis cèdent 8 places.
- Accédez à l'intégralité du rapport, des infographies, des vidéos, etc. en cliquant [ici](#).

Genève, Suisse, le 19 novembre 2015 – Le fossé entre les hommes et les femmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, des opportunités économiques et de la représentation politique s'est resserré de 4 % au cours de la décennie passée, selon l'édition 2015 du *Rapport mondial sur l'écart entre les genres* du Forum économique mondial publiée ce jour. Sur le front économique, l'écart s'est réduit de 3 % seulement, avec une stagnation sensible de l'évolution vers l'égalité des salaires et la parité sur le marché du travail depuis la période 2009/2010.

La lenteur du rétrécissement du fossé en matière d'opportunités économiques a pour effet que le revenu actuel des femmes atteint celui des hommes en 2006, l'année de publication du premier rapport du Forum sur l'écart entre les genres. À un tel rythme, il faudra attendre 2133, soit encore 118 ans, pour combler l'écart économique.

Indice mondial de l'écart entre les genres (GGGI), édition 2015

Top 10 des pays

GGGI 2015	Pays	GGGI 2014	
1	Islande	1	→
2	Norvège	3	↑
3	Finlande	2	↓
4	Suède	4	→
5	Irlande	8	↑
6	Rwanda	7	↑
7	Philippines	9	↑
8	Suisse	11	↑
9	Slovénie	23	↑
10	Nouvelle-Zélande	13	↑

En matière d'éducation, un autre des quatre piliers du rapport, le diagnostic est plus contrasté. D'une manière générale, le rapprochement entre les genres s'établit aujourd'hui à 95 %, c'est-à-dire à 5 % de la parité. Un résultat en progrès comparé à l'année 2006, où il atteignait 92 %. À ce jour, 25 pays dans le monde ont entièrement résorbé leur écart, le progrès le plus marquant étant observé dans le domaine de l'accès à l'université avec une surreprésentation féminine dans près de 100 pays.

Mais cette progression n'est pas partagée à l'échelle du globe : dans 22 % de tous les pays étudiés en continu ces dix dernières années, les disparités en matière d'éducation entre les hommes et les femmes continuent de se creuser. On constate par ailleurs une absence claire de corrélation entre l'accès à un plus grand nombre de femmes à l'éducation et les capacités de celles-ci à gagner leur vie, en particulier à des postes qualifiés ou de direction. Alors que les femmes représentent la majorité de la population étudiante inscrite à l'université dans 97 pays, elles n'occupent la majorité des postes qualifiés que dans 68 pays et la majorité des postes de direction dans seulement... 4 pays.

Le domaine de la santé et de la survie, qui constitue le troisième pilier, est celui qui se rapproche le plus de la parité, à 96 %. Quarante pays ont entièrement supprimé les disparités, dont cinq au cours des douze derniers mois. Malgré ce progrès encourageant, l'écart global entre les sexes en matière de santé et de

survie s'est légèrement creusé depuis 2006.

Le constat le plus criant concerne l'émancipation politique, le quatrième pilier de l'étude. À l'échelle mondiale, les disparités entre les hommes et les femmes n'ont reculé que de 23 % sur le front de l'autonomisation politique, quand bien même il s'agit du domaine affichant la plus forte progression, avec 9 % de plus qu'en 2006 (14 %).

Seuls deux pays ont réalisé la parité parlementaire et seuls quatre pays l'égalité dans les fonctions ministérielles.

Si aucun pays au monde ne peut se prévaloir d'une parité parfaite, les pays nordiques restent les sociétés les plus avancées au monde en termes d'égalité hommes-femmes. Comme l'année passée, les quatre pays en tête du classement sont l'Islande (1^{er}), la Norvège (2^e), la Finlande (3^e) et la Suède (4^e) – la Norvège se hissant devant la Finlande en 2015. Le Danemark (14^e) et la Belgique (19^e) ont quitté le Top 10 tandis que l'Irlande gagne 3 places. Le Rwanda (6^e), qui a fait son entrée dans l'Index en 2014, a gagné une place. Les Philippines (7^e) ont repris deux points, consolidant ainsi leur place dans le Top 10. Le Nicaragua (12^e) reste le meilleur élève d'Amérique latine, mais quitte le podium du Top 10. Trois nouveaux pays se hissent dans les 10 premiers : la Slovénie (9^e) gravit 14 places, tandis que la Suisse (8^e) et la Nouvelle-Zélande (10^e) gagnent chacune trois points.

Ailleurs dans le monde, les États-Unis (28^e) perdent 8 places par rapport à 2014 en raison de la détérioration des disparités salariales et des changements intervenus au niveau des portefeuilles ministériels. Parmi les autres puissances économiques du Top 20, citons l'Allemagne (11^e), la France (15^e) et le Royaume-Uni (18^e).

Au sein du groupe BRICS, l'Afrique du Sud, soutenue par des taux de représentation politique élevés, reste la meilleure élève à la 17^e place. La Russie (75^e) occupe la seconde position du groupe, suivie par le Brésil (85^e) qui décroche de 14 places cette année en raison de la hausse des disparités salariales et du recul de la représentation féminine aux postes ministériels. La Chine (91^e) cède 4 points tandis que l'Inde (108^e) en gagne 6.

Analyse régionale

Les pays d'**Europe** et d'**Asie centrale** trustent 14 des 20 premières places de l'indice, deux de plus que l'année précédente. Parmi les grandes puissances régionales, l'Allemagne et la France gagnent chacune une place, tandis que dans le même temps, le Royaume-Uni se distingue par un bond de 8 points, retrouvant ainsi son classement de 2013 – un résultat qui s'explique par le gain de performance dans trois domaines : l'économie, la santé et la politique. La Belgique et le Danemark enregistrent les plus nets reculs, tandis que l'Estonie et la Slovénie affichent les meilleures progressions. Les pays les moins performants de la région sont Malte (104^e), l'Arménie (105^e) et la Turquie (130^e) qui, dans l'ombre d'autres pays à plus forte progression, perd cinq points malgré un score en légère hausse.

Dans la région **Asie-Pacifique**, les Philippines (7^e) confirment leur première place, suivies par la Nouvelle-Zélande (10^e) et l'Australie (36^e). Ces nations font figures d'exceptions dans la région, aucun autre pays n'accédant au Top 50. La RDP du Laos (52^e), Singapour (54^e) et la Mongolie (56^e) suivent dans le classement régional. Le score global et le classement mondial de la Chine (91^e) enregistrent un léger repli en raison d'une nouvelle baisse du ratio filles/garçons chez les nouveau-nés. Les scores globaux de l'Indonésie (92^e), du Japon (101^e) et de l'Inde (108^e) ont tous progressé par rapport à l'année précédente en dépit d'un certain repli sur le front des indicateurs économiques. La République de Corée (115^e) gagne deux places cette année grâce à la progression de son pilier économique. Les pays les moins performants de la région sont Fidji (121^e), l'Iran (141^e) et le Pakistan (144^e).

Le Nicaragua (12^e), auparavant seul pays de la région **Amérique latine-Caraïbes** représenté dans le Top 10, décroche de 6 places cette année en raison du recul de la parité salariale et de la représentation féminine aux postes parlementaires et ministériels. Onze pays de la région figurent dans le Top 50 ; c'est un de plus que l'année précédente. Parmi les premières économies régionales, le Mexique (71^e) gagne 9 points grâce aux améliorations enregistrées dans le domaine de la politique, tandis que le Brésil chute à la 85^e place en raison de l'aggravation des disparités salariales et de la baisse du nombre de portefeuilles ministériels occupés par des femmes. Les pays affichant les moins bonnes performances sont le Belize (103^e), le Guatemala (106^e) et le Paraguay (107^e).

Parmi les pays du **Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA)**, Israël (53^e) et le Koweït (117^e) prennent la tête du classement régional, suivis par les Émirats arabes unis à la 119^e place. Le Koweït et les Émirats arabes unis cèdent chacun 4 points dans le classement mondial 2015 malgré une légère embellie de leurs scores globaux, en raison du rythme de progression plus rapide affiché par d'autres pays comme l'Inde, la République de Corée et la Zambie. La région MENA compte par ailleurs le Yémen, la lanterne rouge qui pointe à la 145^e place du classement mondial et occupe ainsi le bas du tableau depuis 2006, malgré une légère amélioration relative de ses scores par rapport aux années passées.

L'**Afrique subsaharienne** peut se targuer d'aligner trois pays dans le Top 20 du classement : le Rwanda tout d'abord qui, à la 6^e place, gagne un point grâce à la progression des piliers économiques et politiques. Vient ensuite la Namibie (16^e) qui, avec un bond de 24 places cette année, figure parmi les cinq pays du tableau mondial avec la plus forte progression sur un an. L'Afrique du Sud (17^e) gagne un point grâce aux progrès réalisés sur le front de l'égalité des salaires. L'Afrique du Sud est talonnée par le Burundi (23^e) et le Mozambique (27^e). Le Nigeria (125^e), première économie régionale, perd 7 places à cause de mauvais résultats dans toutes les catégories à l'exception de l'éducation. Enfin, les pays les moins performants de la région ferment la marche avec la Côte d'Ivoire (133^e), le Mali (137^e) et le Tchad (142^e).

Indice mondial de l'écart entre les genres (GGGI), édition 2015 G7 et BRICS

GGGI 2015	Pays	GGGI 2014	
11	Allemagne	12	↑
15	France	16	↑
17	Afrique du Sud	18	↑
18	Royaume-Uni	26	↑
28	États-Unis	20	↓
30	Canada	19	↓
41	Italie	69	↑
75	Russie	75	→
85	Brésil	71	↓
91	Chine	87	↓
101	Japon	104	↑
108	Inde	114	↑

Analyse décennale

Les données du *Rapport mondial sur l'écart entre les genres* collectées sur dix ans (la première édition remonte à 2006) révèlent le schéma des changements à l'œuvre dans le monde à la lumière des historiques de performance des 109 pays étudiés en continu et des comparaisons entre leurs scores individuels. La région enregistrant la plus forte progression en valeur absolue est l'Amérique latine, suivie par la région Asie-Pacifique, l'Afrique subsaharienne, l'Europe et l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et l'Amérique du Nord. La comparaison de leurs performances par rapport à leurs scores initiaux d'il y a dix ans montre néanmoins une évolution relative d'une ampleur légèrement différente, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord occupant la troisième position, suivis de l'Afrique subsaharienne à la quatrième place et de la région Europe et Asie centrale juste derrière.

Si dans la majorité des pays, les changements ont pris une direction positive depuis 2006, cela n'est pas le cas pour toute la planète. Sur les 109 pays étudiés en continu depuis dix ans dans le cadre du rapport, 103 ont certes réduit les disparités entre les hommes et les femmes, mais six autres ont vu une détérioration des perspectives offertes aux femmes. Ces six pays sont dispersés dans toutes les régions : le Sri Lanka en Asie, le Mali en Afrique, la Croatie et la Slovaquie en Europe, et la Jordanie et la République islamique d'Iran au Moyen-Orient. Sur le continent américain, aucun pays n'a connu de détérioration du fossé entre les genres.

Tandis que les pays nordiques font toujours figures de modèles en termes de capacité à réaliser la parité entre les genres, certaines des plus fortes progressions absolues et relatives des dix dernières années ont néanmoins été enregistrées dans des pays moins bien classés.

Ainsi le Nicaragua et la Bolivie affichent les plus belles performances en matière de réduction des disparités globales entre les hommes et les femmes au cours des 10 dernières années, suivis par le Népal, la Slovénie et la France. Les pays ayant enregistré la plus forte progression en dix ans par rapport à leur propre point de départ sont l'Arabie saoudite pour la participation et les opportunités des femmes dans le secteur économique, le Burkina Faso pour ses résultats en matière d'accès à l'éducation, la Géorgie pour ce qui concerne le pilier de la santé et de la survie, et les Émirats arabes unis pour l'émancipation politique. En valeurs absolues, les pays à la plus forte progression sont le Bahreïn pour la participation économique, le Burkina Faso pour le pilier de l'éducation, la Géorgie en matière de santé et de survie, et la Bolivie dans le domaine de l'émancipation politique. Les plus forts reculs sont enregistrés par les pays suivants : la Jordanie dans le domaine de la participation économique, la Malaisie en matière d'accès à l'éducation, l'Inde pour le pilier de la santé et de la survie, et la Hongrie sur le front de l'émancipation politique. Les pays les moins performants en valeurs absolues sont : la Tanzanie pour le pilier de la participation économique, la Malaisie en termes d'accès à l'éducation, l'Inde pour le pilier de la santé et de la survie, et le Sri Lanka dans le domaine de l'émancipation politique.

Les progrès enregistrés ne sont pas uniformes dans les quatre piliers sous étude (économie, politique, santé et éducation). En ce qui concerne l'accès à l'éducation d'une part, la santé et la survie d'autre part, certaines régions du monde connaissent des reculs bien qu'un nombre élevé de pays aient d'ores et déjà atteint la parité. Ainsi, on observe dans 22 % des pays un creusement des disparités dans l'accès à l'éducation en l'espace de dix ans, et dans 39 % des pays un élargissement du fossé en matière de santé et de survie sur la même période. Si les piliers les plus fragiles restent l'économie et la politique, ces derniers ont toutefois connu moins de retournements, avec seulement 16 % des pays concernés à l'heure actuelle par un recul de l'émancipation politique et seulement 13 % touchés par un repli de la participation et des opportunités économiques.

Dans la catégorie de la participation économique des femmes, plus de 80 % des pays ont réalisé des progrès en valeurs absolues en ce qui concerne la participation au marché du travail, la plus forte progression revenant au Népal. D'autres pays ont démontré une hausse particulièrement forte dans ce domaine. C'est le cas du Botswana, du Nigeria, de l'Espagne, du Nicaragua, de l'Afrique du Sud et du Lesotho. Les progrès les plus frappants en valeurs absolues sur le front de la participation des femmes à de hautes fonctions (législateurs, hauts responsables et positions dirigeantes) sont signés par la Colombie, le Ghana et la France, tandis que le Lesotho, l'Albanie et le Guatemala affichent les plus fortes avancées en ce qui concerne les postes hautement qualifiés d'une manière générale (professionnels et techniciens).

Les plus francs progrès du pilier politique sont enregistrés notamment en Bolivie, en Slovénie, au Nicaragua, en Islande et en France, suivis de près par l'Italie et la Suisse. Ces pays ont comblé entre 20 et 35 % de leurs disparités dans la sphère politique.

La cause de l'égalité des genres

« L'impact de l'automatisation accrue dans le sillage de la quatrième révolution industrielle ne sera probablement pas uniquement économique mais également humain. Dans ce contexte, nous devons créer un monde dans lequel les contributions et les idéaux des femmes sont reconnus au même titre que ceux des hommes. La parité hommes-femmes dans nos modes de pensée et nos actions sera déterminante afin de garantir que l'avenir se fasse au service de l'humanité et non au détriment de celle-ci », affirme Klaus Schwab, fondateur et président du Forum économique mondial.

« Si les femmes représentent plus de la moitié de la population étudiante inscrite à l'université dans près de 100 pays, elles ne détiennent la majorité des postes à responsabilité que dans une poignée de pays. Entreprises et

gouvernements sont appelés à mettre en œuvre de nouvelles politiques visant à enrayer un tel gaspillage de talents et à les employer au contraire pour dynamiser la croissance et la compétitivité », déclare Saadia Zahidi, directrice du Programme de parité entre hommes et femmes (Global Challenge on Gender Parity) du Forum économique mondial.

Ce rapport rassemble les dernières conclusions de recherche sur les atouts de l'égalité des genres dans plusieurs secteurs, l'utilisation actuelle d'instruments politiques et de pratiques des affaires, ainsi que les implications futures pour les dirigeants économiques et les responsables politiques, dont de nouveaux enseignements concernant les perturbations des marchés du travail.

Méthodologie

En 2015, l'Indice mondial de l'écart entre les genres établit le classement de 145 pays selon des indicateurs de disparité hommes-femmes dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'économie et de la représentation politique. Il vise à établir si les pays offrent un accès à leurs ressources et opportunités qui soit équitable entre les hommes et les femmes, quels que soient leurs niveaux de revenus globaux. Le rapport mesure l'importance du fossé des inégalités entre les sexes dans quatre domaines :

- Participation et opportunités économiques (salaires, participation et fonctions dirigeantes)
- Éducation (accès à l'éducation de base et supérieure)
- Émancipation politique (représentativité au sein des structures décisionnaires)
- Santé et survie (espérance de vie et ratio filles-garçons)

Les scores du classement peuvent être interprétés comme la mesure (en %) du comblement des écarts entre les hommes et les femmes, et permettent aux pays de comparer leur performance relative par rapport à leurs scores des années précédentes. Les classements permettent en outre de dégager des comparaisons entre les différents pays sous étude. Treize des quatorze variables utilisées pour établir l'indice sont issus d'indicateurs publics mis à disposition par des institutions internationales comme l'Organisation mondiale du travail, le Programme des Nations unies pour le développement et l'Organisation mondiale de la santé, la quatorzième étant le résultat d'une enquête de perception réalisée par le Forum économique mondial.

Programme de parité entre hommes et femmes

Outre le benchmarking des inégalités entre les sexes, la série des *Rapports mondiaux sur l'écart entre les genres* ainsi qu'un certain nombre d'études thématiques, le Programme mondial de parité entre hommes et femmes du Forum économique mondial diffuse un certain nombre de meilleures pratiques faciles à traduire en actes dans le but de combler les écarts entre les genres, crée des partenariats public-privé visant à supprimer les disparités économiques entre hommes et femmes dans un certain nombre de pays ciblés, coopère avec les acteurs de l'industrie afin d'étudier et d'abolir les facteurs contextuels et sectoriels contribuant à la persistance du fossé entre les deux sexes et travaille aux côtés de communautés de dirigeants et d'experts représentant diverses parties prenantes et soucieux d'éradiquer les disparités entre les sexes.

Les partenaires du Programme de parité entre hommes et femmes sont : A.T. Kearney, Bank of America, Bloomberg, Burda Media, Centene Corporation, The Coca-Cola Company, EY, Heidrick & Struggles, Johnson Controls, JLL, ManpowerGroup, Old Mutual, Omnicom Group, Ooredoo, PwC, Renault-Nissan Alliance, SABMiller, Takeda Pharmaceutical et Tupperware Brands Corporation.

Note aux éditeurs

Consultez le rapport ici : <http://wef.ch/gendergap15>

Pour en savoir plus sur le **Programme de parité entre hommes et femmes** du Forum économique mondial :

<http://www.weforum.org/genderparity>

Participez à la discussion : #gendergap

Visionnez les meilleures photos **Flickr** du Forum économique mondial sur : <http://wef.ch/pix>

Rejoignez la communauté des fans du Forum économique mondial sur **Facebook** : <http://wef.ch/facebook>

Suivez le Forum économique mondial sur **Twitter** : <http://wef.ch/twitter>

Lisez le **blog du Forum économique mondial** : <http://wef.ch/blog>

Affichez les prochains rendez-vous du Forum économique mondial : <http://wef.ch/events>

Abonnez-vous aux **communiqués de presse** du Forum économique mondial : <http://wef.ch/news>

Institution internationale soucieuse d'améliorer l'état du monde, le World Economic Forum promeut la coopération entre les sphères publique et privée.

Le Forum économique mondial invite les plus éminents dirigeants de la scène politique, du monde des affaires et d'autres sphères de la société à mettre au point des programmes mondiaux, régionaux et sectoriels (www.weforum.org).



World Economic Forum, 91-93 route de la Capite, CH-1223 Cologny/Geneva
Tel. +41 (0)22 869 1212, Fax +41 (0)22 786 2744, <http://www.weforum.org>